

COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
GENERAL SECRETARIAT

PRESS RELEASE

10678/90 (Presse 219)

1459th Council meeting

- Economic and Financial Affairs -

Brussels, 10 December 1990

President: Mr Guido CARLI
Minister for the Treasury
of the Italian Republic

10.XII.90
ers/AH/mn

The Governments of the Member States and the Commission of the European Communities were represented as follows:

Belgium:

Mr Philippe MAYSTADT Minister for Finance

Denmark:

Mr Jens THOMSEN State Secretary, Ministry for Finance

Germany:

Mr Horst KÖHLER State Secretary, Federal Ministry of Economic Affairs

Greece:

Mr Eythymios CHRISTODOULOU Deputy Minister for Economic Affairs

Spain:

Mr Carlos SOLCHAGA CATALAN Minister for Economic Affairs and Finance

France:

Mr Pierre BEREGOVOY Ministre d'Etat, Minister for Economic and Financial Affairs and the Budget

Ireland:

Mr Brendan DALY Minister of State at the Department of the Taoiseach and at the Department of Finance

Italy:

Mr Guido CARLI Minister for the Treasury

Mr Emilio RUBBI State Secretary for the Treasury

Luxembourg:

Mr Jean-Claude JUNCKER Minister for Finance

Netherlands:

Mr W. KOK

Minister for Finance

Portugal:

Mr José M. ELIAS DA COSTA

State Secretary for Finance

United Kingdom:

Mr Norman LAMONT

Chancellor of the Exchequer

o

o

o

Commission:

Mr Jacques DELORS

President

Mr Frans H.J.J. ANDRIESEN

Vice-President

Mr Henning CHRISOPHERSEN

Vice-President

10.XII.90

ers/AH/mn

RELATIONS WITH THE SOVIET UNION AND THE CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES

With a view to the European Council in Rome, the Coouncil, on the basis of a communication from President DELORS, held an exchange of views on the economic aid which the Community might accord the Soviet Union and the Central and Eastern European countries.

This exchange of views covered in particular the possibility of food and humanitarian aid, technical assistance and macro-economic aid to support, in conjunction with other countries and international organizations, the necessary structural adjustment measures in the USSR.

The discussions also included the need to provide Central and Eastern European countries with additional aid, both in terms of the necessary financial solidarity to enable these countries to cope with outside economic pressures affecting them and of the food requirements which some of them are facing.

Bruxelles, le 10 décembre 1990.

NOTE BIO (90) 392 AUX BUREAUX NATIONAUX
cc. aux Membres du Service du Porte-Parole

433

Conseil Ecofin préparatoire au Conseil européen de Rome sur l'aide à l'URSS et aux pays de l'Est

Le Conseil Ecofin s'est réuni le lundi 10 décembre pour préparer les mesures que pourrait décider le Conseil européen tant pour l'aide à l'URSS qu'aux pays de l'Est. La Commission a entendu les ministres des finances et elle en tiendra compte pour ses propositions finales au Conseil européen, a souligné M. Delors.

Pour l'URSS, a expliqué M. Carli à la presse, il s'agit de remplir les magasins - ce qui signifie aide alimentaire, aide médicale et aide technique - mais le Conseil a aussi parlé d'aide à la balance des paiements et d'aide à la convertibilité du rouble.

Le président du Conseil Ecofin a ensuite fait état de "convergences" sur une aide alimentaire qui - pour 1991 - s'élèverait à 750 millions d'écus (dont 250 de dons et 500 de prêts garantis). L'aide médicale ressortirait de contributions nationales ; enfin, l'aide technique aurait pour urgence la distribution et l'énergie.

Sur la balance des paiements cela, estiment les ministres des finances, concerne en premier lieu le FMI d'où l'invitation faite à l'URSS de chercher à participer au FMI.

Enfin, pour la convertibilité du rouble, l'apport essentiel à l'heure actuelle est un apport technique. Ce n'est pas la convertibilité du rouble qui permettra de résoudre les problèmes économiques actuels mais la solution aux problèmes qui permettra la convertibilité du rouble.

Sur l'Est : compte tenu de la désintégration du Comecon, de l'achat du pétrole par ces pays aux cours mondiaux, de l'unification allemande qui fait qu'un élément d'équilibre manque, enfin de la crise du Golfe, il faut aider ces pays. Les ministres des finances constatent donc que la deuxième tranche de crédit à la Hongrie devrait être libérée et que pour la Tchécoslovaquie il faudrait trouver une solution avec le G-24 et les pays du Golfe.

Trois questions principales ont ensuite été posées au président de la Commission :

- sur cette réunion, M. Delors a souligné qu'elle avait pour objet simplement de préparer bien les décisions qui ont une implication financière.
- sur la nécessité à moyen terme de revoir les perspectives financières, M. Delors a rappelé l'histoire financière récente de la Communauté et l'accord de 1988 (dit paquet Delors). C'est dans le cadre de cet accord qu'ont été réalisés l'unification allemande, l'aide aux pays de l'Est et du Centre de l'Europe, l'effort en faveur des pays arabes et méditerranéens les plus affectés par la crise du Golfe.

Si l'on veut donner plus de chair à l'aide à l'URSS, il faudra revoir les perspectives financières. Le Conseil Ecofin a d'ailleurs demandé

une première vision de cet avenir budgétaire. Mais, s'il n'y avait eu ces événements extraordinaires, il n'y aurait pas eu besoin de réviser les perspectives financières. La rigueur budgétaire a prédominé.

- sur l'utilisation de crédits pour l'aide alimentaire à l'URSS, le président de la Commission a affirmé que trois paramètres guideraient la proposition finale de la Commission :
 - l'utilité (s'assurer que ces biens iront à ceux qui en ont besoin) ;
 - ne pas privilégier l'URSS par rapport à d'autres pays, d'autres régions où les hommes ont faim ;
 - ne pas perturber les marchés agricoles mondiaux.

Amitiés,
Bruno Dethomas

13 11 65

RENDEZ-VOUS DE MIDI - Matériel diffusé

- IP 995 - Interdiction de la pêche au filet maillant
- IP 996 - Quotas pêche 1991
- IP 997 - Tempus
- IP 998 - Aide communautaire aux hôpitaux des territoires occupés